



UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE RHONE-ALPES 2014-2022 ET DU PLAN POUR LA COMPETITIVITE ET L'ADAPTATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE RHONE-ALPES – P.C.A.E. –

APPEL A CANDIDATURES PERFORMANCE ECONOMIQUE, SOCIALE ET
ENVIRONNEMENTALE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

SOUS-MESURE 04.1

TYPE D'OPERATION 04.14 « INVESTISSEMENTS COLLECTIFS DE PRODUCTION AGRICOLE »
VOLET « CUMA – MATERIELS »

Ce formulaire vous permet de présenter une demande de subvention unique et commune à l'ensemble des partenaires publics sollicités pour le financement de votre projet dans le cadre du programme de développement rural (PDR) Rhône-Alpes. Ce formulaire constitue donc la base d'un unique dossier de demande de subvention valable à la fois pour la Région, les Départements de Rhône-Alpes, les agences de l'eau, l'ADEME, l'Etat (DRAAF, DREAL) et l'Europe. Votre projet ainsi déposé fera l'objet, pour l'ensemble des financeurs intervenants sur ce type d'opération, d'une instruction unique : sélection du projet au regard des critères de priorités définies pour la présente mesure, définition des dépenses éligibles retenues, définition du taux de subvention accordée. Sur la base de cette instruction unique, chacun des cofinanceurs intervenants sur ce type d'opération précisera ou non son accord de financement et sera conduit à notifier son aide en lien avec les autres cofinancements acquis.
Le cas échéant, la demande de paiement sera également établie sur la base d'un dossier unique selon les mêmes principes (instruction unique).

Le formulaire présentant votre projet est à déposer à la Direction départementale des Territoires (DDT) du lieu du siège de la CUMA qui en assurera l'instruction unique pour le compte de l'ensemble des financeurs publics.

DEMANDE DE SUBVENTION MESURE 04.14

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS : _____

Date de réception : | | | | | | | | | |

CARACTERISTIQUES DU COLLECTIF

Le siège social du collectif est-il en :

- zone de montagne ? oui non
- zone de haute-montagne ? oui non

Evolution juridique prévue : quelle que soit la forme juridique du collectif, une modification statutaire est-elle prévue prochainement ?

- oui
- non

Si oui, indiquer quelle modification (*statuts, intégration d'un associé, forme juridique*) et à quelle échéance :

Le collectif a-t-il déjà obtenu des subventions pour des investissements depuis le début de la programmation ? oui non

Si oui, renseigner le tableau suivant (se référer au texte de l'appel à candidatures sur les plafonds de dépenses) (il est possible de rajouter des lignes) :

Rappel des dépenses antérieures à ce dossier (sur la programmation 2014-2022 et à compter du 01/01/2015)			
Volet	Date de notification de l'aide	Montant HT en €	Code réservé administration
Matériels acquis en CUMA (à renseigner même si le présent projet ne correspond pas à du matériel)		_ _ _ _ _ _ , _ _	
		_ _ _ _ _ _ , _ _	
		_ _ _ _ _ _ , _ _	
Bâtiment en CUMA (à renseigner même si le présent projet ne porte pas sur un bâtiment)		_ _ _ _ _ _ , _ _	
		_ _ _ _ _ _ , _ _	
		_ _ _ _ _ _ , _ _	
GIEE		_ _ _ _ _ _ , _ _	
		_ _ _ _ _ _ , _ _	
		_ _ _ _ _ _ , _ _	
TOTAL		_ _ _ _ _ _ , _ _	

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

(à dupliquer autant de fois que nécessaire)

	À renseigner par la CUMA		Réservé à l'administration	
	(en € HT)	(en %)	(en € HT)	(en %)
Rappel du montant du projet (en € HT) :				
· Montant apporté par autofinancement (a)				
· Montant apporté par d'autres emprunts (c) (1)				
Montant de l'apport hors aide ($x = a + b + c$)				
· Montant des aides attendues (Région Auvergne-Rhône-Alpes, Département, autre collectivité, Agence de l'eau) (d)				
· Montant des aides attendues de l'Union Européenne (e)				
Montant total des aides attendues ($y = d + e$)				
Montant global du projet ($x + y$)				

Commentaires (le cas échéant) :

(1) le cas échéant, avez vous un accord de votre établissement bancaire ?

oui **non**

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné _____, représentant légal du collectif, demande à bénéficier de l'aide à l'acquisition de matériels en CUMA. ⁶

Je déclare et atteste sur l'honneur, en tant que représentant légal, au titre du collectif (Veuillez cocher les cases nécessaires) :







- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet au moment du dépôt de la présente demande (le commencement se détermine à compter du premier acte juridique qui lie le bénéficiaire de l'aide au fournisseur ou à l'entreprise : bon de commande, devis signé, premier virement quel qu'en soit le montant, engagement écrit...) en dehors des conditions autorisées dans l'appel à candidatures ; le GUSI indique la date de dépôt dans l'accusé de réception de la demande.
- avoir pris connaissance des informations présentées dans l'appel à candidatures ainsi que dans le présent formulaire ;
- avoir pris connaissance des points de contrôle spécifiques à ce dispositif d'aide figurant dans l'appel à candidatures
- avoir pris connaissance des délais maximum de début d'exécution et de réalisation de mon projet, au-delà desquels tout ou partie de la subvention serait caduque de plein droit
- ne pas faire l'objet d'un procès-verbal non encore réglé au moment du dépôt de la demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachés à l'investissement aidé ;
- avoir pris connaissance que la demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidatures et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure ;
- être à jour des obligations sociales ;
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant la situation du collectif et le projet d'investissement,
- avoir obtenu de la part des adhérents ou des membres concernés l'autorisation de déposer cette demande d'aide et d'acquiescer ces équipements
- avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non respect de ces points.

















Je m'engage, en tant que représentant légal, au titre du collectif à :

- réaliser le projet pour lequel l'aide est sollicitée dans un délai fixé dans la décision juridique d'attribution de subvention
- informer le guichet unique service instructeur de toute modification de la raison sociale de la structure bénéficiaire de l'aide, ainsi que de toute modification du projet par rapport au prévisionnel figurant dans la demande d'aide ;
- permettre / faciliter l'accès aux autorités compétentes chargées des contrôles avant chaque paiement (acompte ou solde) et pendant les 3 années suivant le dernier paiement relatif au projet ;
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur la demande sur le même projet et les mêmes investissements, ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;
- communiquer au guichet unique service instructeur s'il y a lieu le montant des recettes perçues dans le cadre du projet ainsi que le montant correspondant à une reprise de matériel
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions et les équipements ayant bénéficié des aides pendant une durée de trois ans à compter de la date de paiement du solde de la subvention ;
- ne pas revendre l'investissement subventionné pendant une durée de trois ans à compter de la date de paiement du solde de la subvention ;
- respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement attachées à l'investissement objet de l'aide durant une période de trois ans à compter de la date de paiement du solde de la subvention ;
- détenir, conserver et fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération (factures, relevés de compte bancaire, comptabilité, tout autre document attestant de l'éligibilité du destinataire de l'action) pendant 10 années à compter de l'attribution de la subvention ;
- respecter les obligations de publicité de l'aide FEADER, en application de l'article 13 du règlement (UE) n°808/2014 du 17 juillet 2014, telles que décrites dans le « Kit de publicité FEADER Auvergne-Rhône-Alpes 2014-2020 » présent sur le site <https://www.europe-en-auvergnerhonealpes.eu/>, rubrique Kit communication (kit toujours en vigueur pour la période 2021 et 2022).
- En cas de changement au sein des membres du collectif en cours de réalisation des investissements ou pendant la durée des engagements, le collectif s'engage à conserver les investissements et à poursuivre les engagements souscrits pour la période restant à courir.
- Me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Avant de vous abstenir de fournir certains documents, veuillez vous assurer que le service instructeur les a en sa possession et ne vous les réclamera pas.

Pièce	Partie administrative : libellé pièce (copie)	Conditions d'exigibilité	À cocher si jointe
 1	Agrément coopératif (HCCA)	Obligatoire (pour les nouvelles CUMA (à transmettre au plus tard à la première demande de paiement de l'aide)	<input type="checkbox"/>
	Liste des adhérents de la CUMA avec leur numéro de pacage ou à défaut une attestation MSA	Obligatoire si tous les adhérents ne participent pas aux investissements faisant l'objet de la demande de subvention.	<input type="checkbox"/>
 2	Avis de situation au répertoire SIRENE ou Kbis (à jour)	Obligatoire (<i>l'un ou l'autre</i>)	<input type="checkbox"/>
 3	Labellisation GIEE	Obligatoire, le cas échéant (<i>joindre le dossier de labellisation et note obtenue</i>)	<input type="checkbox"/>
 4	Relevé d'Identité Bancaire	Obligatoire	<input type="checkbox"/>
 5	Bilan et compte de résultat du dernier exercice clos	Obligatoire	<input type="checkbox"/>
 6	Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager le collectif pour ce projet	Obligatoire	<input type="checkbox"/>

Pièce	Partie Notation	Conditions d'exigibilité : pièces nécessaires pour bénéficier des points dans la grille de sélection	À cocher si jointe
 7	Etude économique justifiant le taux d'intégration et programme pluriannuel d'investissement sur 3 ans	Obligatoire pour bénéficier des points « CUMA intégrale »	<input type="checkbox"/>
 8	Document justificatif d'assolement en commun et programme pluriannuel d'investissement sur 3 ans	Obligatoire pour bénéficier des points « Assolement en commun »	<input type="checkbox"/>
 9	Diagnostique autonomie alimentaire : <i>Attestation de réalisation et copies du rapport ou de la conclusion</i>	Obligatoire si matériel en annexe 2A pour bénéficier des points et de la modulation (au moins 2 éleveurs de la CUMA ayant engagé une démarche pour améliorer l'autonomie alimentaire de leur élevage et prescrivant l'acquisition collective des investissements pour lesquels la modulation est sollicitée)	<input type="checkbox"/>
 9b	Autonomie alimentaire : <i>contrat d'approvisionnement entre exploitations agricoles</i>	Obligatoire si matériel en annexe 2A pour bénéficier des points et de la modulation (au moins 2 éleveurs de la CUMA ayant engagé une démarche pour améliorer l'autonomie alimentaire de leur élevage et prescrivant l'acquisition collective des investissements pour lesquels la modulation est sollicitée)	<input type="checkbox"/>
 10	Tableau d'enregistrement des unités de travail	Obligatoire pour bénéficier des points « banque de travail » (pour les adhérents concernés par la banque de travail lié à l'investissement)	<input type="checkbox"/>
 11	Justificatif de production sous SIQO (collectif ou individuel)	Obligatoire, le cas échéant	<input type="checkbox"/>
 12	Attestation formation accompagnement économique	80 % des adhérents participants au matériel et 4 au minimum pour bénéficier des points Inscriptions au dépôt ou fiche d'engagements de formation signée ou certificat de formation de moins de 3 ans Certificats de formation ou facture de prestation à présenter au solde	<input type="checkbox"/>
 13	Factures utilisation compost	Obligatoire pour bénéficier des points « Compost »	<input type="checkbox"/>
 14	Attestation formation agroécologie ou écoconduite	80 % des adhérents participants au matériel et 4 au minimum pour bénéficier des points Inscriptions au dépôt ou fiche d'engagements de formation signée ou certificat de formation de moins de 3 ans	<input type="checkbox"/>
 15	Contrat de travail ou tout autre document permettant de justifier la présence de salariés	Obligatoire (si création d'emploi dans le cadre du présent projet : à transmettre au plus tard à la première demande de paiement de l'aide)	<input type="checkbox"/>
 16	Attestation formation accompagnement humain ou technique	80 % des adhérents participants au matériel et 4 au minimum pour bénéficier des points Inscriptions au dépôt ou fiche d'engagements de formation signée ou certificat de formation de moins de 3 ans Certificats de formation ou facture de prestation à présenter au solde	<input type="checkbox"/>
 17	Document relatif au groupement d'employeur	Obligatoire (si premier recours à un GE dans le cadre du présent projet : à transmettre au plus tard à la première demande de paiement de l'aide)	<input type="checkbox"/>
 18	Justificatif de création d'une nouvelle CUMA ou de redynamisation d'une CUMA	Obligatoire pour bénéficier des points	<input type="checkbox"/>
 19	Justificatif de partenariat INTERCUMA (facturation)	Obligatoire pour bénéficier des points	<input type="checkbox"/>
 20	Documents attestant de la qualité de « jeune agriculteur »	Obligatoire, le cas échéant, pour tout jeune agriculteur cité en annexes A et B (pour prise en compte des réponses)	<input type="checkbox"/>
 21	Tout document permettant de justifier d'un partenariat avec le territoire	Facultatif	<input type="checkbox"/>

Pièce	Partie Notation	Conditions d'exigibilité : pièces nécessaires pour bénéficier des points dans la grille de sélection	À cocher si jointe
	Tout autre document permettant de justifier les réponses aux questions de l'annexe B	Libellé :	<input type="checkbox"/>

Autres pièces justificatives requises		
Statuts du collectif	Obligatoire	<input type="checkbox"/>
Photocopie de la carte d'identité du représentant légal du collectif	Obligatoire	<input type="checkbox"/>
Devis détaillés des matériels et équipements (<i>si possible classés par type d'investissements</i>) (1 devis + copie guide de référence ou 2 devis ou 3 devis si matériel de plus 90 000 euros)	Obligatoire (pour juger du caractère raisonnable) / matériel	<input type="checkbox"/>
Attestation de l'expert-comptable du vendeur qui confirme que le matériel ou l'équipement n'a pas été acquis au moyen d'une aide nationale ou communautaire	Obligatoire, pour les matériels ou équipements acquis d'occasion	<input type="checkbox"/>
Attestation délivrée par l'administration gestionnaire, mentionnant que le collectif est à jour de ses obligations sociales (MSA, pour collectifs avec salariés), OU document explicitant que le collectif n'est pas concerné	Obligatoire	<input type="checkbox"/>
Liste actualisée à la date de la demande des matériels déjà détenus	Obligatoire	<input type="checkbox"/>
Déclaration de réforme du pulvérisateur (si nécessaire)	Annexe C à renseigner et signer à joindre au moment du solde	<input type="checkbox"/>

Le cas échéant, le GUSI pourra demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique participant au financement de ce dossier.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

MENTIONS LEGALES

Je suis informé que :

- la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. La fourniture des données qu'il contient est obligatoire. La loi vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant, en vous adressant au service auquel vous adressez ce formulaire;
- en cas d'irrégularité ou de non respect de mes engagements, pris au nom du collectif, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur;
- conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013, l'Etat ou la Région Rhône-Alpes sont susceptibles de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER. Dans ce cas, leur nom (ou raison sociale), leur commune et les montants d'aide perçus par mesure resteraient en ligne sur le site Internet du Ministère chargé de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union.

Fait à _____ le _____

Signature du représentant légal du collectif (nom, prénom, qualité et signature)






ANNEXE A

Liste et caractéristiques des adhérents concernés par les investissements sollicités dans le volet « Matériel acquis en CUMA »

Dupliquer cette annexe autant de fois qu'il y a d'investissements sollicités (sauf si liste des adhérents identiques pour plusieurs investissements)

Nom du (des) matériel(s) :

Nombre d'adhérents exploitants agricoles de la CUMA participant à l'investissement sur ce(s) matériel(s) : |_|_|_|_|_|






N°	Nom, prénom des adhérents <u>ou</u> nom CUMA/EARL/SCEA/GAEC	Nb (1)	Sexe F/H (2)	JA (3)  20	AB O/N +date (4)	SIQO O/N (5)  11	MAEC O/N (6)	N° PACAGE	N°SIRET	Code postal du siège exploitation	Zone M / HM (7)	Utilisateur de compost sur matériel(s) concerné(s) O/N  13 (8)	Adhérent banque de travail pour ce(s) matériel(s) O/N  10 (9)	Formation Si oui préciser laquelle (10)  12, 14, ou 16
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														

10														
11														
12														
13														
14														

Si nombre adhérents supérieur à 14, compléter sur une copie vierge de la présente annexe en corrigeant le nombre de la colonne de gauche

(X) : cf. renvois page suivante

Renvois de l'annexe A

- (1) Pour les formes sociétaires - EARL, GAEC, SCEA, CUMA - indiquer le nombre d'associés ou adhérents
- (2) pour les formes sociétaires indiquer le nombre de femmes et d'hommes associés (par exemple 1F-2H)
- (3) Indiquer le nombre de JA de l'exploitation. Dans le cadre de ce dispositif et pour la sélection des dossiers, l'exigence porte sur la date d'installation : ainsi un JA doit être installé depuis moins de 5 ans au moment du dépôt de la demande (joindre l'attestation MSA). Il doit s'agir d'une première installation 20
- (4) Si l'adhérent est engagé à titre individuel dans le cadre de la mesure 11 du PDR de soutien à l'Agriculture Biologique (conversion ou maintien), indiquer la date de l'engagement initial
- (5) Attestation de production sous SIQO 11, soit individuelle, soit collective
- (6) Si l'adhérent est engagé à titre individuel dans le cadre d'une mesure agroenvironnementale et climatique (mesure 10 du PDR), indiquer la date de la contractualisation initiale au titre des MAEC et le nom du PAEC (territoire)
- (7) Indiquer si le siège de l'exploitation de l'adhérent est situé en zone de montagne (M) ou en zone de haute-montagne (HM)
- (8) Pour bénéficier de la note : au moins 80 % d'utilisateurs de compost sur matériel concerné + fournir factures 13
- (9) Pour bénéficier de la note, fournir tableau d'enregistrement des unités de travail pour les adhérents concernés par la banque de travail lié à l'investissement 10
- (10) Pour bénéficier de la note, formation de 80 % des adhérents participants au matériel et 4 au minimum, Fournir inscriptions au dépôt ou fiche d'engagements de formation signée ou certificat de formation de moins de 3 ans 12, 14 ou 16, les certificats de formation ou facture de prestation seront à présenter au solde.

Annexe B

Critères d'évaluation du projet pour les CUMA uniquement

Fonctionnement de la notation : la grille de notation est présentée en annexe de l'appel à candidatures. Les points sont répartis en 3 axes. Pour chaque axe, le nombre de points retenus correspond au critère le plus élevé pour lequel le collectif remplit les conditions. Par exemple un projet remplissant les critères « Autonomie alimentaire » aura 20 points dans l'axe 1 peu importe ses réponses aux autres critères de l'axe valant moins de points.

A - Performances techniques : innovation et autonomie

Le projet d'investissement faisant l'objet de cette demande :

1) est-il réalisé dans le cadre d'une CUMA intégrale ? (pour être considérée en CUMA intégrale, les adhérents concernés doivent avoir au moins 80% des charges de mécanisation sous forme de factures CUMA - ou ils pourront les atteindre grâce à un programme pluriannuel d'investissements sur 3 ans)

oui ⁷ non

(si oui, joindre un document présentant le taux d'intégration et un plan pluriannuel d'investissement sur 3 ans)

2) est-il réalisé dans le cadre d'une CUMA avec assolement en commun ? (pour être considérés en assolement en commun, les adhérents concernés doivent avoir une gestion en commun de tout ou partie des facteurs de production de leurs exploitations - ou ils pourront l'atteindre grâce à un programme pluriannuel d'investissements sur 3 ans)

oui ⁸ non

(si oui, joindre un document présentant les modalités mis en œuvre dans le cadre de cet assolement en commun et un plan pluriannuel d'investissement sur 3 ans)

3) est-il réalisé dans le cadre d'un projet d'autonomie alimentaire (matériel listé en annexe 2A et au moins deux diagnostics) ?

oui ⁹ non

(si oui, joindre les diagnostics individuels des exploitations réalisées par les adhérents de la CUMA – au moins deux adhérents et le contrat d'approvisionnement entre exploitations)

4) sera-t-il utilisé dans le cadre d'une banque de travail formalisée ?

oui ¹⁰ non

(si oui, joindre un tableau d'enregistrement des unités de travail pour les adhérents concernés par la banque de travail lié à l'investissement)

5) vient-il compléter une chaîne de mécanisation existante ?

oui non

si oui, précisez les matériels de la chaîne déjà possédés par la CUMA :


.....
.....

6) permet-il de répondre à une exigence du cahier des charges d'un produit sous signe officiel de qualité ?

oui ¹¹ non

Si oui, précisez le nom du produit sous signe officiel de qualité ainsi que l'appellation correspondante :

.....
.....

(joindre le justificatif ¹¹ et compléter la colonne correspondant dans la liste des adhérents de la CUMA en annexe A du présent formulaire)

7) Les adhérents ont-ils réalisé ou sont-ils engagés dans une formation d'accompagnement économique du collectif directement en lien avec le projet (2j minimum en groupe, tout type de prestation sauf journées techniques des concessionnaires)

oui ¹² non

Si oui, précisez le nom de la formation et le lien avec le projet :

.....
.....

8) permet-il une ouverture de marchés/débouchés locaux pour les exploitations concernées ?

oui non

Si oui, précisez pourquoi (arguments + éléments chiffrés par exemple) :

.....
.....

9) permet-il d'améliorer la qualité des produits ?

oui non

Si oui, précisez pourquoi (arguments + éléments chiffrés, par exemple) :

.....
.....

.....
B) Performances environnementales et énergétiques : écoresponsabilité

Le projet d'investissement faisant l'objet de cette demande :

1) correspond-il à un matériel figurant sur la liste des matériels spécifiques à l'agriculture biologique (cf. annexe 2C de l'appel à candidature) et sera-t-il utilisé par des adhérents en AB ?

oui non

(si oui, complétez la colonne correspondant dans la liste des adhérents de la CUMA en annexe A du présent formulaire)

2) permet-il de respecter les engagements d'un contrat de rivière ou d'un cahier des charges de mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) pour la préservation de la qualité de l'eau (captage prioritaire) ?

oui non

Si oui, précisez :

- pourquoi ?

.....
- pour quel contrat de rivière ou quel territoire de projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) ?

(et complétez la colonne correspondante « MAEC » dans la liste des adhérents de la CUMA en annexe A du présent formulaire)

3) permet-il des pratiques respectueuses de la biodiversité ? ou de respecter les engagements d'un contrat de corridor ou d'un cahier des charges de mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) pour la préservation de la biodiversité ?

oui non

Si oui, précisez :

- pourquoi ?

.....
- pour quel contrat de corridor ou quel territoire de projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) ?

(et complétez la colonne correspondante « MAEC » dans la liste des adhérents de la CUMA en annexe A du présent formulaire)

4) permet-il une mise en œuvre de compost ?

oui  13 non

Si oui, en quelle proportion par rapport à d'autres sous-produits/ effluents ?

5) permet-il des économies et/ou une protection des ressources (eau et érosion) :

oui non

Si oui, précisez pourquoi ?

6) Les adhérents ont-ils réalisé ou sont-ils engagés dans une formation de type agro-écologie ou éco-conduite du collectif directement en lien avec le projet (2j minimum en groupe, tout type de prestation sauf journées techniques des concessionnaires)

oui  14 non

Si oui, précisez le nom de la formation et le lien avec le projet :

7) quel itinéraire technique, l'investissement permettra-t-il d'effectuer (TCS, non labour, grande largeur ?)

8) permet-il des économies d'énergie ?

oui non

Si oui, précisez pourquoi ?

9) L'investissement permet-il de mettre en œuvre des pratiques d'agriculture de précision ?

oui non

Si oui, précisez pourquoi ?

.....
.....
10) L'investissement permet-il d'utiliser ou de valoriser la production agricole localement ? À l'échelle régionale ?

oui non

Si oui, précisez pourquoi ?

.....
.....
11) permet-il d'utiliser des énergies renouvelables (hors huiles végétales pures et bois-énergie)

oui non

Si oui, précisez pourquoi ?

.....
.....
12) contribue-t-il au bien-être animal ?

oui non

Si oui, précisez pourquoi ?

.....
.....
13) contribue-t-il à la réduction des intrants ? (baisse de la consommation d'engrais, de phytosanitaires, d'achats extérieurs ...)

oui non

Si oui, précisez pourquoi ?

.....
.....
14) contribue-t-il à la réduction des nuisances (odeur) ?

oui non

Si oui, précisez pourquoi ?

.....
.....
15) contribue-t-il à l'amélioration de la gestion des déchets ?

oui non

Si oui, précisez pourquoi ?

.....
.....
16) contribue-t-il à la protection du paysage ?

oui non

Si oui, précisez pourquoi ?

.....
.....
C) Performances sociales : coopération, emplois, sécurité et condition de travail

Le projet d'investissement faisant l'objet de cette demande :

1) permet-il la création d'un emploi ?

oui ¹⁵ non

si oui, précisez la nature ci-après et l'équivalent temps plein :

- en CDI ? en CDD ?

- en groupement d'employeur ? ¹⁷ saisonnier ?

- S'agit-il d'un homme ou d'une femme ?

(si oui, joindre toute attestation permettant de prouver, exemple contrat de travail)

2) présente-t-il des caractéristiques spécifiques à l'agriculture de montagne ? Est-il spécialement adapté à la pente ?

oui non

Si oui, précisez pourquoi ?

.....
.....
3) Les adhérents ont-ils réalisé ou sont-ils engagés dans une formation de type accompagnement humain (organisation interne, salariat, stratégie...) du collectif directement en lien avec le projet (2j minimum en groupe, tout type de prestation à l'exception des journées techniques des concessionnaires)

oui 16 non

Si oui, précisez le nom de la formation et le lien avec le projet :

.....
.....
.....

3b) Les adhérents ont-ils réalisé ou sont-ils engagés dans une formation technique (machinisme, sécurité, nouvelles technologies...) du collectif directement en lien avec le projet (2j minimum en groupe, tout type de prestation à l'exception des journées techniques des concessionnaires)

oui 16 non

Si oui, précisez le nom de la formation et le lien avec le projet :

.....
.....
.....

5) permet-il une sécurité de travail accrue ?

oui non

Si oui, précisez pourquoi ?

.....
.....

6) permet-il une réduction de la pénibilité du travail ?

oui non

Si oui, précisez pourquoi ?

.....
.....

7) est-il réalisé dans le cadre de la création d'une nouvelle CUMA (moins de 3 ans)?

oui 18 non

Si oui, précisez pourquoi ?

.....

8) est-il réalisé dans le cadre de la revitalisation d'une CUMA peu active (Chiffre d'affaire inférieur à 5000 euros l'année précédent la demande) ?

oui 18 non

Si oui, précisez pourquoi ?

.....

9) la CUMA est-elle en zone de déprise agricole ?

.....
.....

10) l'investissement permet-il une meilleure équité Homme/Femme au sein de la CUMA ?

(complétez la colonne correspondant dans la liste des adhérents de la CUMA en annexe A du présent formulaire)

oui non

Si oui, précisez pourquoi ?


.....

11) S'agit-il d'un projet INTER-CUMA ?

oui 19 non

si oui, nom de la CUMA adhérente et code postal du siège social :

.....

12) nombre de JA au sein de la CUMA ? 20

(complétez la colonne correspondant dans la liste des adhérents de la CUMA en annexe A du présent formulaire)


- combien sont-ils à s'installer hors cadre familial ?

- combien sont des femmes ?

13) La CUMA est-elle en zone soumise à pression urbaine ?

.....
.....

14) contribue-t-il au maintien de l'emploi ?

oui 15 non

Si oui, précisez pourquoi ? salariés ? agriculteurs exploitants ?

.....
.....

15) permet-il de contribuer à un partenariat avec le territoire ? avec des acteurs non agricoles du territoire ?

oui ²¹ non

Si oui, précisez lesquels et dans quel cadre ?
.....
.....

16) Le projet permet-il d'accueillir de nouveaux adhérents ? si oui, nombre et pourquoi :

.....
.....

17) permet-il de contribuer à la création d'une nouvelle activité pour la CUMA ?

oui non

Si oui, précisez pourquoi ?

.....
.....

Je certifie que les réponses apportées dans les annexes A et B sont exactes,

fait à _____ le _____

Nom, Prénom, qualité et Signature du représentant légal du collectif.

Annexe C

Déclaration de réforme d'un pulvérisateur

Je déclare sur l'honneur que le pulvérisateur actuellement présent au sein de la CUMA fera l'objet d'une réforme suite à l'acquisition du nouveau pulvérisateur prévu dans la présente demande.

Pour le règlement de l'aide, je m'engage à fournir une attestation du repreneur de notre ancien pulvérisateur par laquelle ce dernier sera détruit, réformé ou remis aux normes EN 12761 et EN 907.

Fait à _____ le : _____

Nom et Signature